

Inauguration Etablissement pénitentiaire - Annœullin

Jeudi 7 juillet 2011

Seul le prononcé fait foi

Messieurs les députés,
Messieurs les sénateurs,
Monsieur le préfet de région,
Madame la première présidente,
Monsieur le procureur général,
Monsieur le directeur de l'administration pénitentiaire,
Mesdames et messieurs les maires,
Mesdames et messieurs les magistrats,
Mesdames et messieurs les directeurs,
Mesdames et messieurs les surveillants,
Mesdames et messieurs,

Je suis heureux de pouvoir inaugurer aujourd'hui ce nouvel établissement pénitentiaire, qui marque une nouvelle étape dans le programme que nous avons engagé pour la modernisation de notre parc pénitentiaire.

Je voudrais saluer toutes celles et tous ceux qui ont permis que cet établissement sorte de terre – c'est par votre implication, aux côtés des services de la Chancellerie, que cette prison va désormais pouvoir accueillir progressivement 688 détenus, et leur permettre d'effectuer leur peine dans des conditions de détention modernes et dignes.

Cet engagement de tous pour la réussite du projet est essentiel, dans une région qui fait face à une situation pénitentiaire difficile. Après l'Ile-de-France, le Nord est en effet la région qui accueille le plus de détenus, soit 9 504, pour une capacité d'accueil d'un peu plus de 8 000 places. La densité carcérale y est particulièrement forte (118%), avoisinant les 138% pour les seules maisons d'arrêt.

Nous devons tout mobiliser pour lutter contre cette surpopulation, car elle freine la politique ambitieuse voulue par le gouvernement en matière de réinsertion et de prévention de la récidive. C'est, en effet, en limitant le surencombrement des établissements que nous pourrons mettre pleinement en œuvre les objectifs que nous nous sommes fixés pour l'accroissement de l'activité des détenus et pour la mise en place de parcours individualisés d'exécution de peine.

Le ministère de la justice s'est pleinement investi dans la région pour développer les capacités d'accueil et moderniser les établissements pénitentiaires. Cet engagement ne date pas d'hier, mais ne s'est jamais démenti au fil du temps, nous permettant de renforcer la capacité d'accueil et d'offrir des établissements modernes et fonctionnels : depuis le premier programme pour l'immobilier pénitentiaire, cinq établissements ont vu le jour, Longuenesse, Bapaume et Maubeuge, Sequedin, Quiévrechain et enfin aujourd'hui Annœullin. Notre action ne s'arrête pas là nous ouvrirons une maison centrale dans la région de Lens avant fin 2012 et deux établissements nouveaux suivront à l'horizon 2018, l'un proche de Béthune et l'autre sur le site de Loos qui conservera donc sa vocation pénitentiaire.

L'entreprise de modernisation des prisons, engagée depuis plus de vingt ans tant sur le plan immobilier que dans le fonctionnement des établissements, a connu une très nette accélération depuis l'adoption de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009, par laquelle la France s'est dotée de nouvelles règles plus protectrices des droits des détenus et porteuses d'amélioration pour le travail des personnels.

Nous avons beaucoup œuvré pour la mise en place de prisons modernes, et quoique puissent dire certains sur les nouveaux établissements, nos prisons sont plus humaines – elles représentent un réel progrès dans la prise en charge des détenus, en luttant contre l'isolement et le manque d'activité, en veillant au maintien des liens familiaux, et plus largement des liens sociaux. Tel est l'engagement que nous avons pris pour le respect des règles pénitentiaires européennes, mais surtout pour que la prison soit un temps utile à la construction d'un projet de sortie. Les nouveaux projets que j'ai souhaité engager pour la mise en place des établissements à réinsertion active, ou de quartiers nouveaux concepts en sont d'ailleurs la meilleure preuve.

Qui osera regretter la maison d'arrêt de Loos qui a fait l'objet de tant de critiques depuis tant d'années ? Le premier de nos devoirs est de garantir la dignité. L'absence de douche individuelle, des parloirs ou des locaux sanitaires exigus, la promiscuité dans des conditions douteuses, les listes d'attente pour s'inscrire à une activité faute d'espace suffisant, tous ces maux représentent des atteintes à la dignité.

Je veux le dire avec force : les critiques que l'on nous fait parfois concernant les établissements nouveaux participent d'un mauvais procès. Sait-on qu'aujourd'hui que plus d'une centaine d'établissements sur les 191 que nous comptons sont des établissements d'une capacité inférieure ou égale à 200 places ? Notons d'ailleurs qu'il restera encore à l'achèvement du futur programme plus de 80 établissements de cette catégorie tandis que le nombre d'établissements dépassant une capacité d'accueil de 600 sera de 35 (comme le nombre d'établissement de 200 à 400 places d'ailleurs).

J'ai d'ailleurs souhaité, à l'occasion de la mise en place de la nouvelle carte pénitentiaire, conjuguer également les décisions relatives aux implantations avec l'aménagement du territoire. Trois motifs majeurs ont guidé ce choix : il s'agissait d'abord de préserver les besoins des familles au regard de trop grandes distances à parcourir et de frais à faire pour visiter les détenus, il convenait également de limiter les déplacements entre les juridictions et les sites pénitentiaires ainsi que de mieux partager sur le territoire national les avantages économiques procurés par l'existence d'un établissement. J'ai le sentiment que cette politique a été bien comprise et accueillie par les syndicats, les associations et les élus.

Il en va de même en ce qui concerne les partenariats public-privé. L'agence pour l'immobilier de la justice les développe, dans le cadre d'un nouveau modèle économique et le site d'Annoeullin constitue une nouvelle étape en la matière, dans le sens où un ensemble de prestations est assuré par le privé (entretien, restauration...), laissant aux surveillants le soin de gérer uniquement les activités en lien avec le régime carcéral et la réinsertion.

Je vous confirme d'ailleurs que nous allons même aller plus loin dans la démarche d'adaptation et de modernisation de notre système pénitentiaire : une réflexion est lancée au ministère de la justice à la suite du rapport remis par le député Eric Ciotti au Président de la République, en vue de créer rapidement des structures plus légères prenant en charge des petits condamnés et axées sur la préparation à la sortie, de façon à diversifier les modes d'incarcération et d'améliorer le niveau d'exécution des peines, qui reste un enjeu majeur pour la justice française aujourd'hui : nul ne peut comprendre que faute de places de détention près de 85 000 peines sont encore non exécutées dans ce pays (et il y en avait 100 000 en début d'année), il nous faut donc nous adapter pour relever ce défi, mais sans tomber dans la caricature... Il faut 4 ans pour créer un établissement de la prise de

décision à la livraison des bâtiments dans le modèle actuel : nous pouvons faire mieux et pour cela je fais confiance à l'administration pénitentiaire qui tous les jours fait la preuve de sa capacité d'adaptation pour trouver des solutions, en exploitant par exemple les anciennes structures militaires et les adaptant à nos besoins.

Rénover l'existant, construire de nouvelles places est indispensable, mais la modernisation des établissements passe aussi par des infrastructures adaptées au développement de l'activité des détenus. Nous devons diversifier nos établissements, pour s'adapter aux différents profils des détenus – tous ne requièrent pas un niveau de sécurité identique, or le système carcéral a été très longtemps standardisé sur ce point.

Je suis profondément convaincu que nous devons adapter les réponses, pour multiplier les chances de réinsertion des condamnés. La prison n'est pas toujours la meilleure réponse, c'est la raison pour laquelle je me suis engagé à développer parallèlement à l'amélioration du parc immobilier les aménagements de peines - aujourd'hui, 10 000 condamnés bénéficient d'un tel aménagement de peine ; 8 000 bénéficient d'un placement sous surveillance électronique.

La DISP de Lille se distingue d'ailleurs par d'excellents résultats dans ce domaine : vous êtes la seule région à dépasser les 1 000 bracelets, 1 316 condamnés sont en effet placés sous surveillance électronique ; vos résultats sont aussi particulièrement remarquables pour la surveillance électronique en fin de peine – 105 placés, sur les 385 bracelets au niveau national.

Votre région a été pionnière dans cette politique d'aménagement de peines, vous avez parfaitement compris que c'est par une organisation efficace et une étroite collaboration entre magistrats et services de l'administration pénitentiaire, que nous pouvons encourager les alternatives à l'incarcération, et maintenir en détention les personnes qui en relèvent vraiment. J'ai souhaité encourager ces initiatives afin de dynamiser le travail des commissions d'exécution des peines.

**

C'est une politique très volontariste que nous menons en matière pénitentiaire, l'ouverture de ce nouvel établissement l'illustre à plus d'un titre – il constitue une nouvelle pierre à l'édifice pour lutter contre la surpopulation, pour une détention digne, pour un cadre de travail adapté, qui garantisse la sécurité et la qualité d'intervention de vous tous, mesdames et messieurs les membres du personnel pénitentiaire.

Nous devons savoir conjuguer l'ensemble de ces objectifs, pour que l'œuvre de justice puisse pleinement se réaliser – je sais pouvoir compter sur votre implication et je forme tous mes vœux de réussite au personnel de ce nouvel établissement.